

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 03/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



SALZGITTER Mannesmann Stainless Tubes

ROUTE DE SEMUR
BP 10
21501 MONTBARD

Références : 2023-002
Code AIOT : 0005401359

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2022 dans l'établissement SALZGITTER Mannesmann Stainless Tubes implanté Route de Semur BP 10 21500 MONTBARD. L'inspection a été annoncée le 07/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SALZGITTER Mannesmann Stainless Tubes
- Route de Semur BP 10 21500 MONTBARD
- Code AIOT : 0005401359
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société SALZGITTER MANNESMANN STAINLESS TUBES FRANCE exploite sur la commune de Montbard (21), une usine de fabrication de tubes métalliques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Exercice inopiné Plan d'Opération Interne (POI) en heures ouvrées
- Consignes d'exploitation et de sécurité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection rappelle que le Plan d'Opération Interne (POI) ne dispose pas de l'ensemble des informations prévues à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, mais que l'exploitant a jusqu'au 1er janvier 2023 pour le mettre à jour.

Afin de faire suite au questionnement de l'exploitant vis-à-vis des procédures à suivre pour la mise en place de panneaux photovoltaïque, l'inspection rappelle que conformément à l'article R.181-46 l'exploitant doit porter à la connaissance du préfet cette modification avant sa réalisation avec tous les éléments d'appréciation, il doit également se conformer aux prescriptions des articles 28 à 44 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 3 | Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents | Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 7.4.1 | / | Sans objet |
| 4 | Modifications des installations | Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 1.5.1 et 1.5.2 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-----------------------------------|---|--|-------------------|
| 1 | Consignes de sécurtié | Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 7.7.4 | / | Sans objet |
| 2 | Consigne générales d'intervention | Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 7.7.5 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'ensemble des personnels présents semble bien connaître et maîtriser le POI de l'établissement et les procédures à réaliser. La réalisation de l'exercice a permis de démontrer l'efficacité des signaux d'alerte (alarme et notification sur les téléphones) permettant à l'ensemble des personnels d'être alertés.

Cependant, il est important que l'exploitant rédige les procédures et instructions pour le chargement/déchargement des huiles usagées et du fioul. En effet, la configuration du poste de dépotage, obligeant le véhicule à entrer ou à sortir en marche arrière, est de nature à générer un accident, d'autant plus que le risque engendré lors des opérations de dépotage est classé comme un événement redouté central dans l'étude de danger.

L'exploitant doit mettre à jour l'étude de danger afin qu'elle intègre le changement de positionnement de la cuve de Fioul.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consignes de sécurité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 7.7.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instruction de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'interdiction du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mise en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation, • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), • les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel, • les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. • la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur. |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni son plan d'opération interne, celui-ci reprend l'ensemble des informations demandées par l'article 7.7.4 de l'arrêté susvisé, excepté les informations indiquant notamment l'interdiction du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation à risque.</p> <p>De plus, l'exploitant a présenté lors de la visite le contenu de la réunion d'information et de sensibilisation qu'il réalise chaque année auprès des entreprises extérieures devant intervenir sur le site, cette réunion rappelle l'interdiction de réaliser une activité génératrice de source d'ignition, sauf sous couvert d'un permis feu journalier, ainsi que l'ensemble des mesures devant être prises avant travaux (retrait des sources inflammables ou combustibles, isolation de celle-ci si retrait non possible, contrôle à l'explosimètre....).</p> <p>Enfin, l'inspection a constaté que l'affichage des zones ATEX était bien réalisé au niveau de la cuve de fioul et que le rappel du danger par le panneau interdiction de fumer était également présent.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Consigne générales d'intervention

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 7.7.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Consigne générales d'intervention |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site au maniement des moyens d'intervention. |
| Constats : L'exploitant a informé qu'il n'y avait pas d'équipe de première intervention nommément désignée. Par contre, l'entreprise fait réaliser des formations annuelles sur l'utilisation du maniement des moyens d'intervention pour l'ensemble du personnel. L'exploitant a présenté la liste des personnels ayant reçu ce type de formation sur ces 4 dernières années. De plus, le POI définit clairement le rôle à tenir en cas d'incident, de chaque personnel en fonction de leurs postes. L'exploitant a montré à l'inspection les comptes rendus des derniers exercices incendie et pollution, qu'il réalise tous les 6 mois. Il a informé l'inspection avoir déjà réalisé 1 exercice avec le SDIS et un exercice de nuit. L'inspection a fait réaliser un exercice POI inopinée en heures ouvrées dont le compte rendu se trouve en annexe du rapport. L'exercice avait comme objectif de contrôler la mise en place des moyens de première intervention et le déclenchement de la chaîne d'alerte. Lors de la réalisation de ce POI l'inspection a constaté que le personnel connaissait les actions à réaliser pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs. |
| Observations : L'inspection tient à rappeler que conformément à l'article 5 de l'arrêté Ministériel du 26/05/2014, pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023, celui-ci est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 7.4.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement, (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées. |
| Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant disposait de fiche de procédure pour la réalisation des opérations et les manipulations des acides, ainsi que des actions à réaliser en cas d'accident ou d'incident sur ses produits ; cependant il n'existe pas d'élément écrit pour les opérations liées au dépotage du fioul ou du chargement des huiles usagées. NON conformité : L'exploitant a confirmé ne disposer ni de procédure, ni d'instruction concernant les opérations liées au chargement ou déchargement des huiles usagées ou du fioul. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Modifications des installations

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 1.5.1 et 1.5.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Etudes de danger |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Article 1.5.1 - Porter à connaissance Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec les éléments d'appréciation. Article 1.5.2 - Mise à jour de l'étude de dangers L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant. |
| Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'emplacement de la cuve de fioul, telle qu'elle est définie dans le dossier d'autorisation et dans l'étude de dangers, avait évolué. NON conformité: La modification de l'emplacement de la cuve de fioul n'a pas été portée à la connaissance du Préfet et l'étude de danger n'a pas été actualisée en conséquence. Il est demandé à l'exploitant de remettre un porter à connaissance et de mettre à jour son étude de dangers suites aux modifications réalisées sur le site. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |